

Forum social mondial

Un autre monde est possible

De nos correspondants
Lux'09,
Catherine Van Ouytsel,
Nicolas Brootcorne
et Eric Lavillunière, Belém

A qui profite la crise? Si personne ne pose la question ouvertement, elle est récurrente et omniprésente sur le Forum social mondial 2009.

Un autre signe est la présence nouvelle de journalistes en charge de la rubrique économique de leur journal et qui

n'avaient jamais jusqu'à présent couvert le forum: ils s'intègrent le plus souvent à des délégations composées de représentants des Forums sociaux nationaux et des syndicats.

Les questions soulevées par la crise financière et économique mondiale que nous connaissons sont souvent le détonateur d'un engouement nouveau pour le FSM dont on annonce un peu trop rapidement la fin chaque année.

Ce n'est pas Isabelle Durant, ex-vice-premier ministre et mi-

nistre de la Mobilité et des Transports en Belgique, actuellement sénateur écolo qui nous contredira. C'est en militante qu'elle est présente sur le forum et non pas en tant que parlementaire. Elle y vient régulièrement depuis le début. Elle nous confie: „le forum est un espace de croisements et de rencontres qui est pour moi une source d'inspiration utile pour nourrir mon langage politique, je suis impressionnée par l'engagement des gens, il s'agit d'une écoute logique des acteurs, je pense qu'il ne faut pas tout regarder au travers du prisme de l'Europe, il faut sortir du système de pensée unique.“

Un langage commun aux discours prononcés lors de la rencontre historique qui s'est tenue à Belém avec les présidents Fernando Lugo (Paraguay), Evo Morales (Bolivie), Luis Inacio Lula da Silva (Brésil), Hugo Chavez (Venezuela) et Rafael Correa (Equateur).

Une alternative au capitalisme

Tous unis ils s'organisent pour répondre à l'impact de la crise mais à la recherche d'alternatives au modèle de développement capitaliste. Ainsi pour Chavez „le FSM est l'évènement mondial le plus important qui se déroule chaque année car c'est le seul lieu qui est en phase avec les aspirations profondes des peuples“. L'union faisant la force, ces dirigeants latino-américains se sont engagés à porter haut et fort une



AP-Photo/Silvia Izquierdo

Le président bolivien Evo Morales et son homologue Fernando Lugo (d.)

alternative au capitalisme qu'ils appellent le „socialisme du 21^e siècle“.

Evo Morales dans un langage simple, direct et profond n'est pas le dernier à s'engager en s'adressant à la foule compacte, évaluée à plus de 10.000 personnes qui est venue les écouter et qui ne s'est pas découragée malgré de longues heures d'attente dans une chaleur étouffante.

Il est vrai aussi que plusieurs manifestations étaient organisées aux abords de la salle pour dénoncer certains aspects de leurs politiques jugées trop faibles pour la reconnaissance des peuples indigènes (notamment au

Paraguay) ou le manque de prise en compte de l'environnement dans leur politique de développement (particulièrement au Brésil).

Mais globalement le public provenant du FSM repartait rempli d'espoir dans les engagements pris de lutter contre le système capitaliste et de construire des alternatives dans une économie plus humaine, démocratique et solidaire qui profite à tous. Ce qui s'exprime déjà très fortement dans le FSM avec un immense village de l'économie solidaire où sont proposés des articles de producteurs qui intègrent ces valeurs dans leurs entreprises.

Les mots des présidents

„Le FSM doit passer à l'offensive parce qu'il a été dans ses premières années le bastion de la résistance à l'offensive libérale“, a exhorté Hugo Chavez qui a accueilli en 2006 l'édition latino-américaine du FSM. Le président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva reprenait la devise du FSM „un autre monde est possible“. „Le monde développé nous disait ce que nous devions faire en Amérique latine, ils semblaient infaillibles et nous incompetents (...) Ils nous ont dit que le marché développerait les pays. Et ce marché a fait faillite par manque de responsabilité et de contrôle“, a dit Lula. Le président bolivien Evo

Morales a proposé le lancement de quatre campagnes mondiales pour la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, pour un nouvel ordre économique mondial, pour l'environnement et une dernière avec la feuille de coca comme emblème.

„En Equateur nous avons décidé de résister contre le néolibéralisme et de rompre avec ce modèle de développement“, a assuré l'Equatorien Rafael Correa.

„Nos gouvernements progressistes sont convaincus de ce que la lutte des mouvements sociaux est le grand support qui peut assurer le changement dans notre région“, a conclu le Paraguayen Fernando Lugo.